

COVID -19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne

Présenté par Arnaud Houénou, politiste, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

L'épidémie de coronavirus, qui s'est déclarée en Chine au mois de décembre 2019, a été considérée dès les premières semaines comme un phénomène local, relevant de la responsabilité des autorités chinoises, avant de se transformer en pandémie par la suite, et de devenir une crise sanitaire mondiale.

C'est une crise sanitaire majeure à laquelle l'ensemble de la communauté internationale est confrontée. Elle affecte d'abord les systèmes de santé, les économies mais aussi la gouvernance des pays, dont la population est contaminée, à travers la capacité de leurs autorités à évaluer la situation épidémiologique et à adopter des mesures de protection qui conviennent. Cette situation est particulièrement critique en Afrique subsaharienne dans la mesure où elle présente des fragilités structurelles dans nombres de domaines allant de la protection sanitaire de la population, à la capacité des différents gouvernements à faire face aux conséquences économiques et sociales de cette crise sanitaire. Sur le plan global, cette pandémie révèle le niveau de dépendance accrue de l'Afrique subsaharienne vis-à-vis des grandes puissances internationales et surtout la vulnérabilité de ses chaînes de valeur en cas de perturbation majeure. Elle constitue aussi un test grandeur nature, s'il était encore nécessaire de le démontrer, de la résilience des systèmes politico-économique des Etats africains dans un contexte exacerbé par la rivalité des grandes puissances notamment les Occidentaux et la Chine sur le continent.

Cette étude-nous permettra de montrer comment la pandémie de coronavirus a constitué une occasion pour la Chine de renforcer son positionnement géostratégique en Afrique (I) à travers une nouvelle stratégie d'influence sur le continent noir(II).

I - Crise sanitaire en Afrique subsaharienne, effet d'aubaine pour Pékin

Apparu en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, région du centre de la Chine, le coronavirus s'est rapidement répandu dans tout le pays.

Malgré les mesures barrières adoptées par les autorités chinoises pour endiguer l'épidémie, le coronavirus, dénommé SARS CoV-2, s'est propagé très rapidement sur tous les autres continents. C'est une crise sanitaire sans précédent dont les conséquences tant sanitaires qu'économiques sont loin d'avoir livré pour l'instant l'étendu de leur ravage. Un spasme mortifère de la mondialisation qui démontre à la fois l'interdépendance des continents et des Etats et les inégalités en matière de santé publique d'un continent à l'autre.

Dans cette situation de crise sanitaire aiguë, l'Afrique n'est pas-en reste. En effet, si la contagion a été tardive, si l'Afrique reste encore le continent le moins affecté par le coronavirus, elle n'en demeure pas moins la partie du monde la plus à risque en raison des insuffisances capacitaires en matière sanitaire et de ressources économiques. Dans cette configuration ; il est apparu aux grandes puissances internationales, la nécessité de soutenir le continent noir dans ce qui s'annonçait comme la grande tragédie de tous les temps. Dans cette course à l'aide sanitaire pour l'Afrique, est venue se greffer une dimension géostratégique dans le repositionnement des puissances rivales.

Ainsi, la pandémie du coronavirus en Afrique est apparue pour la Chine comme une opportunité stratégique, s'il était encore nécessaire d'en espérer, de montrer à la face du monde, son ambition de passer pour la nouvelle puissance internationale soucieuse de la gestion multilatérale des crises et de l'ordre international pendant que les Occidentaux, notamment les Etats-Unis de Donald Trump, s'embourbent.

La Chine : de l'épicentre du mal à la figure du sauveur

L'un des aspects fondamental de la mondialisation, c'est qu'elle a induit une inversion particulière des facteurs de crise assez peu perceptible pour ceux qui veulent continuer à voir le monde fonctionner à travers le schéma

classique issu du Westphalie. De fait, depuis le traité de Westphalie en 1648 jusqu'à la fin de la guerre froide, les relations internationales sont dictées par la volonté des grandes puissances internationales d'imposer leur agenda aux autres Etats. Mais depuis la fin de la guerre froide et la rupture stratégique qui a suivie, la multiplication des nouveaux acteurs et l'éclatement des centres de décision, le monde est depuis lors entré dans une sorte de convulsion et d'incertitude géostratégique à plusieurs variables. En effet, la gestion des affaires du monde ne dépend plus tout à fait de la puissance des Etats, c'est-à-dire que la sécurité du monde n'est plus totalement l'apanage des grandes puissances comme régulateurs des situations de crise.

L'illusion selon laquelle la puissance des Etats suffit pour réguler les crises internationales s'est affaiblie. Même si elles le souhaitent ou le veulent, les grandes puissances internationales malgré les immenses ressources dont elles disposent, ne sont plus en mesure de résoudre par elles seules toutes les crises du monde.

De ce fait, le danger ne vient plus désormais de la puissance des forts, mais plutôt de la faiblesse des plus pauvres. Autrement dit, c'est la faiblesse structurelle de certains Etats dans nombre de domaines qui perturbent tout le mécanisme d'interdépendance du fait de la mondialisation. De ce point de vue, on sait que l'Afrique est un continent qui concentre de nombreuses vulnérabilités, allant des faiblesses du secteur de la sécurité jusqu'aux vulnérabilités des structures hospitalières. On peut ainsi remarquer le manque d'équipements hospitaliers et sanitaires, l'absence de personnels qualifiés en nombre, sans parler de celle des laboratoires d'analyses pouvant faire les tests. Tout ceci traduit les fragilités actuelles du continent nécessitant une meilleure prise en charge mais dont les puissances internationales se sont très peu intéressées parce que non productifs et générant peu ou presque pas de rentabilités.

A ces fragilités se sont s'ajoutées d'autres traumatismes sanitaires très récents ; autres épidémies comme la fièvre Ebola et le paludisme par exemple.

Au regard du contexte sanitaire et économique de plus en plus dégradé du continent africain, les autorités chinoises en viennent à dire que si l'Afrique

ne s'en sort pas, nous n'en sortirons pas non plus. A partir de ce principe, la République de Chine en déduit qu'il est plus que nécessaire pour sa survie, en tant que puissance, et surtout pour la sauvegarde de ses nombreux intérêts sur le continent de ne pas laisser l'Afrique se déliter dans cette nouvelle crise sanitaire. Dès lors, au nom de sa contribution aux efforts mondiaux pour contenir le COVID-19, de sa nouvelle politique en direction du sud, les autorités chinoises font de la crise de la Covid-19 une aubaine inespérée pour réinvestir tout le continent africain à coup d'aides et d'assistance dans le secteur médical et de bien d'autres dans une nouvelle forme de diplomatie : la diplomatie sanitaire. Cependant que les Occidentaux, surpris par la pandémie, se débattent pour en sortir, la Chine veut désormais s'afficher comme un modèle d'aide et de multilatéralisme dans la gestion de la crise.

Elle envoie du matériel médical en Afrique, notamment en Éthiopie, au Rwanda, au Sénégal et dans bien d'autres pays. Cet altruisme stratégique cache des ambitions bien plus grandes de l'empire du milieu sur le continent noir. Ainsi, au projet stratégique et économique des routes de la soie, semble aujourd'hui se greffer un volet sanitaire au travers duquel la Chine entend investir toutes les composantes vitales des Etats africains pour ainsi redorer le blason de puissance compatissante au secours des populations pauvres d'Afrique dans le contexte de la pandémie.

Ambassadeur de charme auprès des pays africains, Jac Ma, fondateur de la très grande entreprise chinoise *Alibaba* et grande fortune mondiale, est la nouvelle tête de proue de l'offensive chinoise en matière d'aide sanitaire pour témoigner de la compassion de toute la Chine et des efforts de celle-ci vis-à-vis des Etats africains.

Ainsi, à travers ce qu'il serait convenu d'appeler désormais la « diplomatie sanitaire », la Chine a déversé plusieurs millions de masques et de kits de dépistage, des combinaisons et des appareils respiratoires dès la fin du mois de mars au Zimbabwe, au Kenya, à Madagascar, en Ethiopie ou au Sénégal. L'entrepreneur chinois proclame l'ambition de son pays d'équiper chacun des 54 pays du continent quasiment tous touchés par la pandémie dans des

proportions variables. En déroulant le fil de la réflexion, on peut s'apercevoir que la Chine entend mettre tous les moyens en œuvre au travers de cette crise, pour redorer son blason de puissance en Afrique.

II – Nouvelle stratégie d'influence de la chine en Afrique

A la faveur de la pandémie du coronavirus, l'Occident découvre une Chine différente de ce qu'elle avait longtemps imaginé, à la fois plus menaçante et plus sûre de son fait. La compétition entre puissances, non seulement fait passer au second plan la solidarité internationale, mais surtout se traduit par une étonnante concurrence en termes de *soft power* entre la Chine et ses principaux rivaux en Afrique subsaharienne notamment.

Nouvelle puissance, nouveau deal.

La Chine, pour marquer sa différence avec les anciennes puissances coloniales et les Etats-Unis dans la concurrence en Afrique, a choisi un autre modèle de partenariat avec les Etats africains. Ainsi, la Chine a axé sa stratégie sur un certain nombre de principes novateurs supposés lui assurer un capital de sympathie auprès des Etats africains qui rejettent de plus en plus le modèle occidental. D'un point de vue global et stratégique, ce modèle peut se résumer à ce qu'on peut appeler l'occidentalisme¹. C'est-à-dire, la conviction que l'Occident est supérieure aux autres civilisations et qu'elle peut encore, parce qu'elle avait dominé le monde pendant 500 ans, continuer à donner des leçons au reste du monde et agir comme si elle est toujours le seul maître du monde. Ce qu'hélas elle n'est plus ! Parce que la globalisation a eu lieu, et que l'Occident a perdu, depuis longtemps, le monopole de puissance qui lui permettait de dicter l'agenda international.

En contournant ce principe, la Chine introduit les principes de neutralité et le principe gagnant-gagnant, qui structurent sa politique en Afrique.

Avec un discours suffisamment axé sur la contestation idéologique de la colonisation, la Chine laisse entendre, comme pour les autres Etats émergents surtout le Brésil et l'Inde, un message légitimateur ancré dans l'absence de

¹ Pascal Boniface, « La faiblesse du monde occidental a été un choc », Interview, France 24, mai 2020
Notes du PRé / Covid - 19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne, Arnaud Houénou, 09-06-2020

passé colonial. Dans cette perspective, elle joue sa légitimité sur le fait d'avoir partagé avec les Etats africains anciennement colonisés, les frustrations des peuples ayant connu l'oppression. Ce discours permet à la Chine de rassurer ses partenaires africains et surtout de jouer la carte de la neutralité.

Elle fait la promotion de son paradigme alternatif de « Consensus de Pékin », par opposition au « consensus de Washington ». Ce paradigme est dominé par la non-ingérence, et le principe d'autodétermination des choix économiques des Etats. Mais il est aussi et peut-être surtout commandé par la volonté de satisfaire les propres intérêts de la Chine. Cette disposition du partenariat stratégique sino-africain s'inscrit dans la large palette des actes de rupture adoptés par Pékin en opposition avec le modèle de développement et de coopération promu et appliqué par les anciennes puissances coloniales et les Etats-Unis. Elle constitue pour la Chine dans un contexte de compétition sur le continent africain, le moyen de perpétuation de la logique de blocs qui veut que la Chine et l'Afrique, même après la fin de la guerre froide, s'identifient au même camp. D'une part, elle dénonce de façon à peine voilée l'impérialisme. Comme le mentionne la déclaration de Beijing d'Octobre 2000, *« tous les Etats ont le droit de participer, sur un pied d'égalité, aux affaires internationales. Aucun pays ou groupe de pays n'a le droit d'imposer sa volonté à autrui, ni de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres sous un prétexte quelconque, ni de leur imposer de manière unilatérale des mesures économiques coercitives »*². La crise sanitaire issue de la Covid-19 illustre de façon éclatante la disparition, depuis quelque temps, du monopole occidental de la puissance ayant induit à ce que le reste du monde obéisse et suive son point de vue.

La Chine entend s'affranchir du modèle de coopération proposé par les anciennes puissances coloniales et les Etats-Unis dont les fondements politiques et économiques, selon elle, laissent peu de liberté aux Etats africains. La Chine est consciente de ce qu'en reproduisant les mêmes schémas politiques que les anciennes puissances coloniales - politique faut-il le rappeler

² Premier principe du Forum sur la coopération sino-africaine de 2000, Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de la Chine. [En ligne]. Disponible sur : *Notes du PRé / Covid - 19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne, Arnaud Houénou, 09-06-2020*

contestée dans certains cas - elle ne pourra parvenir à établir un bon partenariat.

Ainsi, en adoptant une nouvelle posture politique, un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité, le respect et la confiance mutuelle sur le plan politique et sur le plan économique, la coopération chinoise se veut non une coopération exportatrice de « valeurs », moins encore une coopération « hégémonique », mais tout simplement entend établir une coopération de partenariat qui prend en compte les intérêts de toutes les parties. Etant donné que les relations entre la Chine et l'Afrique sont principalement économiques, elles sont officiellement fondées sur le principe énoncé par la Chine du partenariat dans un esprit « gagnant-gagnant »³ sur le plan économique.

Elle entend consacrer 45% de son aide au développement à l'Afrique.

Selon le Département Afrique du Ministère des Affaires Etrangères chinoises, l'aide de l'Empire du Milieu en direction de l'Afrique se fait sous trois formes : le prêt bonifié préférentiel, les projets d'entreprises à cogestion ou à capitaux mixtes en combinant l'extraction des ressources et le développement des infrastructures nécessaires routes, chemins de fer, ports, et l'aide sans contrepartie, que la Chine définit comme étant par nature opposée au modèle occidental qui conditionne l'aide à des réformes sociales, politiques et économiques, en un mot une assistance qui lie aide et ingérence.

Ce partenariat stratégique de Pékin en Afrique au demeurant a rencontré un écho incontestablement favorable auprès de certains dirigeants africains, notamment ceux qui sont mis au ban de la communauté internationale.

A ceux-là, la Chine offre le respect sourcilieux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident, et la mise en avant du concept de spécificité des valeurs, opposé à l'universalisme des principes occidentaux en contrepartie des faveurs commerciales. Cette stratégie a d'autant plus porté ses fruits que ceux qu'elle a favorisés n'ont pas tari d'éloges à son égard.

³ La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique ». [En ligne]. Disponible sur : < www.Chineafrique.com>
Notes du PRé / Covid - 19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne, Arnaud Houénou, 09-06-2020

Ainsi, l'ancien Président zimbabwéen Robert Mugabe a exprimé lors du 25ème anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe toute son adhésion à la politique africaine de la Chine en particulier envers son pays : « *il nous faut nous tourner vers l'Est, là où se lève le soleil* »⁴ ; à sa suite, l'ancien Président angolais Edouardo Dos Santos, lors de la visite de Wen Jiabao ancien Premier ministre chinois, en juin 2006 en Angola déclarait, « *la Chine apporte une aide et établit un partenariat qui vise à promouvoir une coopération réciproque sans poser de conditions préalables* ». L'ancien Président du Mali, Amani Toumani Touré, a quant à lui estimé que la coopération avec la Chine était « directe, franche et concrète ». « *Ce que nous avons pu réaliser avec la Chine, nous ne pouvons le faire avec les autres. La Chine n'est jamais intervenue dans nos problèmes internes. La Chine nous respecte, avec nos points forts et faibles. La Chine n'est pas un faiseur de leçons* ».

D'autres vont encore plus loin, à l'instar de l'ancien Président nigérian Olusegun Obasanjo, lors du dîner officiel offert le 26 avril 2006 au Président chinois Hu Jintao : « *nous souhaitons un jour que la Chine dirige le monde, et quand ce sera le cas, nous voulons être juste derrière vous* ».

Les propos de ces chefs d'Etat africains tous déjà partis du pouvoir illustrent à plusieurs égards l'intérêt que portent les dirigeants africains à la politique partenariale de la Chine en Afrique. Ces positions ont été largement infléchies par les nouveaux dirigeants africains qui ont essuyé quelques déceptions de la politique africaine de Pékin, mais qui n'ont pas pour autant fait disparaître l'admiration de ces dirigeants vis-à-vis du régime chinois.

Il faut noter que de tout temps, les grandes crises internationales ont servi de tournant géopolitique majeur dans les relations internationales à l'image de la pandémie covid-19, car elles impriment un nouveau rythme bien plus soutenu aux évolutions amorcées ou lancées. Dans ce sens, au moment où la coopération entre États est nécessaire pour faire face à une pandémie sans frontières, le Centre d'analyse de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay, dans son rapport d'analyse en avril 2020, a diagnostiqué la paralysie

⁴ Robert Mugabe au 25ème anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe en mai 2005 cité par L. Hilsun, we love China, Granta, The View of Africa, n°92, 2005, Notes du PRÉ / Covid - 19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne, Arnaud Houénou, 09-06-2020

occidentale en Afrique – comme venant du fait qu’elle est elle-même empêtrée dans une lutte difficile et compliquée contre la Covid-19 - bien au-delà de ce qui peut être imaginé. La Chine prospère d’autant plus sur le continent africain qu’elle est efficace dans la période d’urgence actuelle, et participe à sauver des vies, quand les puissances occidentales concurrentes, ne peuvent rivaliser par de véritables initiatives d’ampleur.

Un constat s’impose : alors que les puissances occidentales se trouvent forcées de parer au plus urgent en Afrique, la Chine déploie une stratégie d’influence à long terme, méthodique et basée sur une puissance financière désormais éclatante aux yeux du monde entier.

Bis repetita en Afrique

Mais le modèle chinois de coopération tel qu’il est mis en œuvre par Pékin et apprécié par ses partenaires africains, pose de plus en plus de problèmes d’ordre politique et socio-culturel. En structurant ses relations de coopération avec les pays africains sur l’immuable principe de la neutralité et de la non-ingérence, la politique de coopération chinoise en Afrique sur le plan politique semble constituer de véritables handicaps quant à l’émergence de l’Etat de droit sur le continent noir. Le soutien sans condition de la Chine à certains régimes particulièrement peu enclins au respect des droits de l’homme, et de la bonne gouvernance, met la Chine en porte-à-faux avec l’ensemble de la communauté internationale. Cette situation constitue une menace pour la construction et l’édification de l’Etat de droit en Afrique. Elle accentue la mal-gouvernance politique de certains Etats africains au nom des principes de non-ingérence et du respect de la souveraineté des Etats.

Cette politique sape les efforts fournis par la communauté internationale soucieuse de remettre sur le chemin du respect des principes démocratiques et des droits de l’Homme, les Etats en Afrique. En raison des résultats produits sur le terrain politique, la proclamation du principe chinois de non-ingérence dans les affaires des Etats africains, ralentit le processus d’insertion timide des Etats africains dans le concert des nations démocratiques.

A ce titre et pour le moment, le partenariat chinois, loin de porter les Etats africains vers des sommets de la bonne gouvernance politique et de démocratie, étale une insuffisance majeure comparée aux initiatives proposées par les Occidentaux surtout la France et les Etats-Unis. De même, dans le cadre du consensus retenu par les Occidentaux quant à l'aide à apporter aux Etats africains pour faire face aux difficultés induites par la crise sanitaire, la Chine qui détient plus de 35% de la dette africaine, s'est désolidarisée de cette initiative Occidentale en proposant aux Etats, dans un cadre bilatéral, le rééchelonnement ou l'annulation de leurs dettes.

L'offensive chinoise perçue sur le continent comme avantageuse cache bien des déceptions qui se font jour de plus en plus. Outre la destruction lente mais efficace du tissu industriel africain très embryonnaire, le modèle commercial de la Chine en Afrique ne favorise pas le développement du commerce interne en Afrique. L'exemple le plus frappant est celui de l'Afrique du Sud qui a engagé plusieurs actions antidumping contre la Chine auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C), en raison du déséquilibre de sa balance commerciale qui a été multiplié par 10 en six années. L'Institut sud-africain des affaires étrangères de l'université de Witwatersrand, note qu'« *en échange des matières premières que nous leur vendons, nous achetons leurs produits manufacturés. Et cela ne peut qu'avoir un résultat prévisible : une balance commerciale négative. N'assiste-t-on pas à la répétition d'une vieille histoire ?* »⁵. L'arrivée massive de la main d'œuvre chinoise sur le continent africain accentue sur le plan social, la précarité des travailleurs africains, et réduit complètement les espoirs d'emploi placés dans la nouvelle politique économique chinoise en Afrique. De même, le développement des circuits parallèles de négociation, la création des « Chinatowns » un peu partout dans les capitales africaines, exacerbent les susceptibilités locales et créent des tensions sociales.

⁵ Jean-Christophe Servant, « Ambivalences du commerce sud-sud : La Chine à l'assaut du marché africain », Le Monde diplomatique, mai 2005, p.3.
Notes du PRÉ / Covid - 19 : révélateur du soft power de la Chine en Afrique subsaharienne, Arnaud Houénou, 09-06-2020

L'Afrique pour un nouveau paradigme de développement

La covid-19 dessine dans le creux mortifère du monde, un nouveau paradigme de développement de l'espace monde et spécialement pour l'Afrique. L'Occident a découvert avec un étonnement hallucinant que pour des raisons de productivité, de compétitivité et de gain toujours plus grands, qu'elle a exporté son industrie, son savoir faire et se retrouve dépossédée de certaines de ses chaînes de valeur en grande partie implantée en Chine. Pendant ce temps, l'Afrique, essentiellement l'Afrique subsaharienne, totalement rentière, se découvre avec ses matières premières sous le bras incapable de pouvoir les acheminer sur les plates formes internationales de vente pour cause du retour des frontières à l'heure de la pandémie.

Cette situation a mis à mal les économies africaines qui n'avaient déjà pas assez de ressorts solides en termes de diversifications économiques.

Au regard des nombreuses conséquences induites par cette crise sanitaire sans précédent, et en fonction de ses vulnérabilités structurelles, l'Afrique dans le monde post covid-19, qui se structure devant elle doit réinventer une nouvelle matrice conceptuelle de coopération internationale dans tous les domaines vis-à-vis des grandes puissances internationales.

De fait, le défi qui se pose à l'Afrique n'est pas mince : faudra-t-il se contenter de faire redémarrer le continent - sous-entendu comme avant - ou de le réinventer? La Covid-19 n'est évidemment en rien « salubre », mais il est le révélateur, s'il était encore nécessaire de le rappeler, de la fragilité des Etats africains et celle de ses structures dont les caractères vulnérables et non durables éclatent au grand jour.

Cette crise a montré le manque criant d'infrastructures adéquates, notamment dans le secteur hospitalier et suscité les plus grandes inquiétudes. Elle a révélé la triste réalité d'un continent où des millions de familles vivent dans la précarité, sans pouvoir compter sur qui que ce soit ni même l'Etat, en témoigne le difficile voire l'impossible plan de confinement que les Etats africains n'ont pu mettre en place dans les moments critiques de la pandémie. Dans les pays

dans lesquels il a été mis en place, le confinement comme barrière à la pandémie, a engendré des soulèvements populaires pour faute de prise en charge adéquate des populations.

Dès lors, la crise impose de repenser le progrès, le monde, la mondialisation et l'interdépendance à l'aune des valeurs et des intérêts des Etats africains. Au regard de cette nouvelle donne *géopolitique*, l'Afrique se doit de réinventer un nouveau paradigme de développement qui puisse lui permettre de limiter ses dépendances de l'Occident et de la Chine.

Au-delà de la dépendance vis-à-vis des grandes puissances, c'est de la logique - qui confine l'Afrique dans un rôle de pourvoyeur de matières premières et de consommateur de produits finis fabriqués hors du continent - qu'il faudra sortir. Cette tâche demande un nouvel ordre de discours susceptible de soustraire l'Afrique et les Africains de la mentalité victimaire nourrie par le sentiment de ne pas être à la hauteur d'une certaine forme de modernité et qui établit en définitive qu'en ces lieux, il n'y a que désolation, tristesse et guerre. De ce prisme grossissant et déformant des réalités socio-politiques et économiques africaines peut cependant surgir le momentum d'une renaissance du continent.

Le monde post Covid-19, offre ainsi une opportunité inouïe pour l'Afrique de se concevoir non plus comme une imitatrice des ordres importés qui ont fini de faire leur preuve ailleurs, mais comme créatrice d'un nouvel ordre de coopération, de développement et d'interdépendance vis-à-vis de l'Occident et de la Chine pour ne plus être cantonnée dans un rôle défini et imposé par celles-ci.

Dans ce sens, elle doit utiliser sa culture comme des variables dynamiques pour stimuler ses ressources et suivre un chemin qu'elle peut inventer et se frayer par elle-même, en sortant des logiques de répliques à l'aveuglette qui ne lui ont malheureusement pas permis de se sortir de sa situation de dépendance depuis déjà soixante ans pour certains Etats.

De ces constats assez peu reluisants pour le continent dans une situation exceptionnelle de crise sanitaire, les leaders africains ont l'occasion de changer l'état des lieux préexistants pour privilégier des solutions endogènes aux problèmes de développement dans la mesure où on ne développe que ce qu'on a en soi comme valeurs, comme potentialités qu'on amène à son terme et non le contraire. Le continent a suffisamment de ressources et de compétences pour s'en sortir, produire de la richesse, et donc impulser un nouveau rythme de développement sans recourir constamment à l'aide extérieure et à des modèles de coopération obsolètes exogènes qui ont fini de faire leur preuve dans d'autres réalités sociopolitiques.

Le temps est venu pour l'Afrique de diversifier son économie pour se rendre autonome, pour ne plus se laisser traverser par l'Histoire, mais d'être des acteurs de l'Histoire. L'Afrique exporte des matières premières dont la valeur ajoutée est transférée aux pays du Nord, alors qu'elle peut mettre en place des unités de production locales et transformer ses ressources naturelles. Comment comprendre que l'Afrique qui est censée être un réservoir de croissance, attende des puissances qu'elles viennent avec leurs capitaux pour assurer son développement en fonction de leurs intérêts ?

On peut mieux expliquer cette incongruité par ceci : Il y a une économie en Afrique qu'on appelle « économie informelle » qui nourrit plus de 60% des Africains qui fonctionne suffisamment bien. Elle est créatrice d'allocation, de ressources en même temps qu'elle assure la distribution. Cependant, elle n'est pas formalisée sur les mêmes codes, les mêmes axiologies que l'économie libérale. Elle est presque une insulte pour l'économie dite formelle.

De ce fait, elle est vue et reconnue comme une économie négative par rapport à l'autre économie qui serait la bonne.

Au lieu de voir que c'est une économie populaire fondée sur une socio-culture qui a ses codes, qui est formalisée sur la parole donnée, sur la confiance et qui produit des résultats intéressants avec ses limites et ses faiblesses, elle est analysée comme la négation d'un système d'organisation économique qui n'est pas en mesure de constituer un ressort économique capable de porter les Etats pauvres d'Afrique.

Si on est d'accord pour reconnaître que les sociétés ont leur temporalité, de même que les processus de changement sociétaux ont aussi leur temporalité qui s'inscrit dans une longue historicité, il apparaît que les processus de changement en cours en Afrique ne doivent pas être lus et appréciés par opposition aux modèles de développement venus de l'Occident, mais à l'aune des valeurs et cultures africaines. Ceci parce que l'économie n'est pas naturelle, elle est un fait social et en tant que tel se nourrit des ressorts sociaux de son environnement, les vécus des sociétés et produit des résultats à travers un processus de maturation dont on ne peut prévoir quels types de finalité ils produiraient. Dans cette perspective, la crise sanitaire en Afrique due à la Covid-19 doit être l'accélérateur de l'émergence de nouvelles dynamiques endogènes pour une nouvelle Afrique.

Arnaud Houénou, docteur en sciences politiques, spécialiste des questions internationales et stratégiques, est enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

Il collabore notamment à la revue PSEI - Paix et Sécurité Européenne et Internationale – (rattachée au Laboratoire de Droit International et Européen de l'Institut du Droit de la Paix et du Développement (IDPD), à l'Université Nice Sophia Antipolis.), dans laquelle il est chargé des questions africaines en matière de sécurité et de défense.

Arnaud Houénou est un contributeur du PRé.

Dernières Publications:

- *Lutte contre le Terrorisme: le Bénin entre impuissance et réalité* (revue DSI - Défense et Sécurité Internationale, 2017)
- *Aspect de la crise en République centrafricaine* (Revue PSEI, décembre. 2016 / PRé)
- *Droit de poursuite en Afrique subsaharienne: état des lieux, défis et perspectives* (La Revue de la Défense Nationale - RDN, avril 2015)
- *La force Barkhane : nouvelle approche stratégique de sécurité et de défense de la France en Afrique* (Revue PSEI, juillet 2015)
- *La menace terroriste et l'Etat en Afrique* (News Letter CESA, lettre du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique du Pentagone, octobre 2013)
- *Francophonie: rapport de pouvoir et rapport de puissance* (ouvrage collectif, sous la direction de François David, Presses Universitaire de France, 2012)